

La politique de l'évaluation « se mettra en œuvre dès l'année prochaine » (Florence Robine, DGESCO)

Par [Julia Pavesi](#) AEF

Le gouvernement n'a pas « du tout abandonné le travail sur la construction d'une véritable politique de l'évaluation », assure Florence Robine, DGESCO, lors du 8e colloque organisé par le Mouvement de lutte contre la constance macabre¹ le 12 juin 2015. Cette politique « se mettra en œuvre dès l'année prochaine » avec la « mise en place des cycles qui oblige à une autre forme d'évaluation », ajoute-t-elle, pour répondre à l'ancien ministre Benoît Hamon, qui « regrette » que cette question ait été « reportée à plus tard », après les attentats de janvier. Pour la DGESCO, il faut aller vers « une évaluation plus progressive » qui devrait « se concrétiser par une évolution du DNB ». Les difficultés rencontrées par les formateurs des ÉSPÉ pour former les futurs enseignants à l'évaluation ont aussi été soulevées lors de ce colloque.

« Les conclusions du jury sur l'évaluation des élèves réuni autour d'Étienne Klein ([lire sur AEF](#)) n'ont pas été enterrées » mais « elles ont souffert du contexte des attentats du début de l'année », déclare l'ancien ministre de l'Éducation nationale Benoît Hamon, lors du 8e colloque organisé par le Mouvement de lutte contre la constance macabre le 12 juin 2015. « La question de la bienveillance dans l'évaluation n'était peut-être pas opportune à un moment où il y avait une demande d'ordre », a-t-il analysé pour expliquer « l'arbitrage qui a été fait » ([lire sur AEF](#)).

L'une des 7 recommandations du jury de la conférence nationale sur l'évaluation consistait à généraliser l'abandon de la notation chiffrée jusqu'à la classe de 6e comprise. Le jour de la remise officielle de ces propositions en février 2015, Najat Vallaud-Belkacem avait affirmé qu'il n'a « jamais été question [pour le ministère] de supprimer les notes » et annoncé qu'elle donnerait « les fondements d'une nouvelle politique d'évaluation » en avril 2015 ([lire sur AEF](#)).

« La ministre n'a pas été invitée à poursuivre trop vite » sur le sujet de l'évaluation.

« Ce n'est pas la ministre [Najat Vallaud-Belkacem, NDLR] qui a flanché sur ce sujet, mais elle n'a pas été invitée à poursuivre trop vite dans la réforme de l'évaluation », a-t-il précisé. Pour le député des Yvelines, « il faudra dans les mois à venir l'accompagner pour cette réforme soit à nouveau au cœur des préoccupations de ministère », ce qui doit commencer selon lui par la réforme du baccalauréat et du diplôme national du brevet ([lire sur AEF](#)). Le DNB, « mélangeant épreuves écrites, orales, contrôle continu » est selon lui « l'exemple même de ce qu'il ne faut plus faire ».

Répondant à ces propos, la DGESCO Florence Robine assure que le gouvernement n'a pas « du tout abandonné le travail » sur l'évaluation. Elle affirme qu'une « véritable politique » « se mettra en œuvre dès l'année prochaine » avec la « mise en place des cycles qui oblige à une autre forme d'évaluation » et souligne que « le cadre de la réflexion est totalement posé dans la loi de refondation de l'école » qui « reste notre guide »².

Florence Robine a assuré qu'une « évolution » vers « une évaluation plus progressive, qui ne soit pas binaire, [devait] se concrétiser par une évolution du DNB ».

« La bienveillance est un mot sulfureux ».

La « bienveillance » dans l'évaluation a été abordée lors des discussions de ce colloque. « La bienveillance est un mot sulfureux, ça a été ma grande découverte », a témoigné Benoît Hamon se souvenant des « cortèges de personnes avec une opinion assez tranchée » sur la question. « Je ne vois pas en quoi 'veiller bien' c'est être laxiste », répond Jean-Paul Delahaye, ancien DGESCO, IGEN chargé de la mission interministérielle « grande pauvreté et réussite scolaire ».

La question de la formation des enseignants à l'évaluation a aussi été posée lors d'une table ronde. « Évaluer, c'est donner de la valeur. C'est un geste professionnel sûrement pas anodin qui engage l'évaluateur », a analysé Jean-Yves Bérourd, représentant de l'Institut supérieur de formation de l'enseignement catholique. « Les ÉSPÉ essaient de faire leur possible » pour former les futurs enseignants à l'évaluation, garantit Jacques Ginesté, président du réseau national des ÉSPÉ. « L'un des risques ce serait de 'discipliniser' ces questions, d'en faire une discipline universitaire dans le cadre d'une UE, voire même une épreuve du concours de recrutement », prévient-il.

« Il est extrêmement difficile pour un formateur des ÉSPÉ de former à l'évaluation », témoigne Nathalie Sayac, enseignante à l'ÉSPÉ de Créteil. « Les élèves ont tellement subi d'évaluation qu'ils s'imaginent savoir évaluer leurs élèves et leurs futurs élèves », rapporte-t-elle.

¹ La « constante macabre » est le fait que « sous la pression de la société, les enseignants se sentent obligés, inconsciemment, de mettre un certain pourcentage de mauvaises notes, même dans les classes de très bon niveau, pour que leur évaluation et leur enseignement soient crédibles ».

² « Les modalités de la notation des élèves doivent évoluer pour éviter une "notation-sanction" à faible valeur pédagogique et privilégier une évaluation positive, simple et lisible, valorisant les progrès, encourageant les initiatives et compréhensible par les familles ».